Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ambassade de France au Maroc

Service de Presse et de communication

VISITE D'ETAT AU MAROC

3 et 4 avril 2013

Revue de presse

****

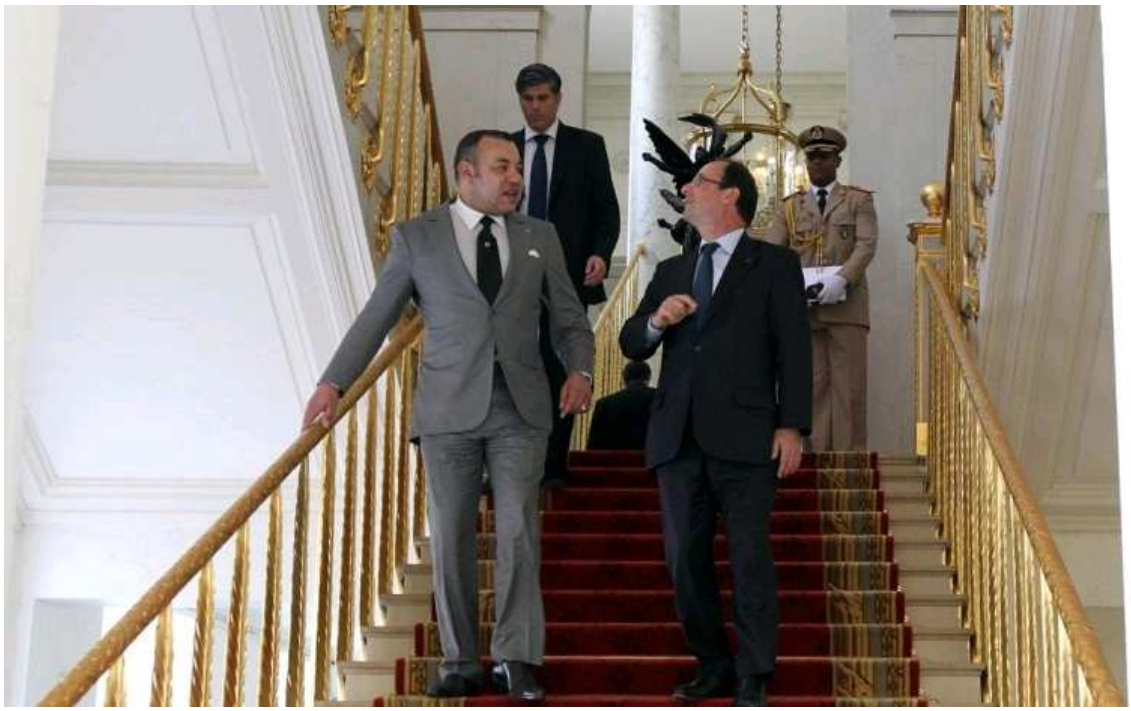
ANNONCE DE LA VISITE

PRESSE EN LIGNE

AtlasInfo.fr

Maroc-France : un partenariat tourné vers l'avenir (responsable gouvernemental)

Vendredi 22 Mars 2013 modifié le Vendredi 22 Mars 2013 - 14:18



Le Maroc et la France sont conscients de la nécessité de faire impliquer « tous leurs acteurs pour que le partenariat d'exception qui les liens depuis des décennies soit tourné vers l'avenir », a déclaré vendredi à Atlasinfo une source gouvernementale marocaine à quelques jours de la visite officielle du président français François Hollande au Maroc.

Le chef de l'Etat français effectuera du 3 au 4 avril sa première visite officielle dans le royaume depuis son élection à la tête de la magistrature suprême de son pays.

"Nous voulons développer un modèle de gouvernance rénovée en Méditerranée en phase avec les attentes et les ambitions des deux pays. Le Maroc partage cette ambition commune impulsée par les deux chefs d'Etat », a ajouté cette source, soulignant que les préparatifs sont en cours pour que cette visite réussisse et atteigne pleinement ses objectifs."

Dans nos relations de coopération avec l'Europe, la France joue un rôle exceptionnel comme elle est un allié stratégique en Méditerranée, au Maghreb et en Afrique », a souligné la même source.

"Selon des sources non confirmées officiellement, François Hollande devrait lors de son voyage prononcer à Rabat un « important » discours au Parlement, axé sur la jeunesse et la conjoncture actuelle.

La France est le premier partenaire économique et financier du royaume. Le Maroc est le premier bénéficiaire de ses investissements. Le niveau des échanges commerciaux bilatéraux s'est élevé en 2010 à environ 8 milliards d'euros. La France compte 800 entreprises au Maroc, qui assure un emploi direct à quelque 160.000 personnes, selon des statistiques officielles à Rabat.

Vendredi 22 Mars 2013 - 14:16

Par Mohamed Chakir

AtlasInfo.fr

François Hollande à la Grande mosquée Hassan II de Casablanca

Jeudi 28 Mars 2013 modifié le Jeudi 28 Mars 2013 - 16:37

Le président François Hollande doit visiter jeudi matin la Grande mosquée Hassan II de Casablanca dans le cadre de la visite d'Etat qu'il compte effectuer au Maroc les 3 et 4 avril, à l'invitation du Roi Mohammed VI.

Selon l'Elysée, cette "visite privée de François Hollande à la Grande mosquée Hassan II est une marque d'attention pour l'islam marocain" sunnite du rite malékite.

Lors de cette visite, le président français devrait être accompagné du président du Conseil Français du Culte Musulman (CFCM), M. Mohammed Moussaoui, a appris **Atlasinfo** de source française.

Outre M. Moussaoui, le président Consistoire central, Joël Mergui, d'origine marocaine, fait partie également de la délégation.

Pour la visite d'Etat en Algérie de François Hollande, le recteur de la Grande mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, n'a pas fait partie de la délégation. "Sa présence n'était pas souhaitée notamment par Alger", a-t-on appris de source française.

La Grande mosquée Hassan II réunit toutes les composantes des arts traditionnels marocains. Érigée en partie sur la mer, la mosquée est un complexe religieux et culturel, aménagé sur neuf hectares et comporte une salle de prières, une salle d'ablutions, des bains, une école coranique (madrasa), une bibliothèque et un musée. La mosquée peut accueillir 105 000 fidèles et la salle de prières 25 000 fidèles.

La mosquée Hassan II possède également un minaret d'une hauteur de 210 m1, le plus haut du monde. Des artisans recrutés dans toutes les villes du royaume avaient sculpté 53 000 m2 de bois et peint plus de 10 000 m2 de zellige (céramiques) pour la mosquée. Un toit ouvrant de grande dimension, permet selon le vœu du roi Hassan II de relier cet édifice à l'air, considéré comme l'un des trois éléments bénéfiques à la vie, avec la terre et l'eau.

Conçue par l'architecte Michel Pinseau, elle a été édifiée par le groupe français Bouygues, la maîtrise d'ouvrage étant assurée par sa filiale marocaine, l'entreprise Bymaro.

Jeudi 28 Mars 2013 - 12:16- Par Hasna Daoudi

AFRIK.COM

Hollande au Maroc : une visite attendue
jeudi 28 mars 2013 / par Fouâd Harit

28 mars 2013 / Mis à jour à 16:55 - Paris

En crise de popularité en France, le président François Hollande est en revanche attendu avec impatience au Maroc. Il sera en visite à Casablanca et à Rabat les 3 et 4 avril prochains, où il rencontrera le roi Mohammed VI.

La visite de François Hollande au Maroc est très attendue par le souverain chérifien. Le chef de l'Etat français sera en visite officielle au royaume les 3 et 4 avril prochains. François Hollande débutera sa visite par Casablanca et Médiouna, une province du Grand Casablanca, avant de se rendre à Rabat.

Bien que dépassée par l'Espagne comme premier partenaire commercial, la France demeure le premier partenaire économique du Maroc. A ce titre, un important volet économique sera abordé, notamment dans le domaine de l'agroalimentaire et des énergies renouvelables, selon l'ambassadeur de France à Rabat. Paris ne cache pas sa volonté de participer au projet de développement de la centrale solaire à Ouarzazate.

Hollande prononcera par ailleurs un discours au Parlement au sujet des relations entre la France et le Maroc, la France et l'Afrique, la Méditerranée et les "Printemps arabes". Il s'adressera également aux hommes d'affaires marocain et français.

A la veille de sa visite, le président français a exprimé sa volonté de construire un espace euro-méditerranéen. La France a une relation de confiance avec le Maroc. Sur le plan diplomatique, Mohammed VI n'a, par exemple, pas hésité une seule seconde à donner son accord à François Hollande pour que les rafales français à destination du Mali empruntent l'espace aérien marocain.

Mohammed VI et François Hollande s'entretiendront en tête à tête au palais de Casablanca, dans le quartier des Habous. Les volets politique et économique seront au programme des échanges. En tant que président du Comité al-Qods, Mohammed VI échangera également avec son homologue à propos de la paix au Proche Orient et des dossiers syrien et malien. Nul doute que la question du Sahara, point de divergence entre Rabat d'un côté et Alger et le Polisario de l'autre, sera abordée au cours des échanges. La France a toujours soutenu le plan d'autonomie proposé par le pouvoir marocain.

La décision du président François Hollande de privilégier l'Algérie pour sa première visite au Maghreb avait suscité de nombreuses réactions et supputations. Côté Paris, on assure qu'il n'y a là aucune volonté de privilégier un pays maghrébin au détriment d'un autre. Les relations diplomatiques entre Paris et Alger s'étaient considérablement dégradées pendant le mandat de Nicolas Sarkozy. Il était donc "normal" que François Hollande visite tout d'abord l'Algérie pour rétablir un dialogue serein entre les deux pays.

Cette visite au Maroc sera en tout cas l'occasion pour le président du "changement" de mesurer sa côte de popularité, en berne dans l'hexagone.

GROUPE L'ETUDIANT Marocain

François Hollande en visite au Maroc les 3 et 4 avril

Le président François Hollande effectuera les 3 et 4 avril une visite d'Etat au Maroc, à l'invitation de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Le chef de l'Etat français se rendra à Casablanca et s'exprimera devant le parlement marocain à Rabat. Sa visite devrait comporter également un important volet économique, notamment dans le domaine de l'agroalimentaire et des énergies renouvelables, a récemment indiqué l'ambassadeur de France au Maroc, Charles Fries. Dépassée par l'Espagne comme premier partenaire commercial, la France demeure en revanche "le premier partenaire économique" du royaume, avec un volume des échanges de huit milliards d'euros, a relevé M. Fries jeudi dernier lors d'une conférence intitulée "Maroc-France : les nouvelles autoroutes de croissance".

Pour conserver ce rang, il s'agit de "mieux nous positionner sur de nouveaux secteurs stratégiques", a-t-il ajouté, devant un parterre de plusieurs centaines d'opérateurs économiques des deux pays réunis à Casablanca (ouest).

lecourrierdelatlas.com

Maroc. Pour Marc Thépot, la visite de Hollande au Maroc aura « des répercussions économiques et sociales importantes »

mercredi 13 mars 2013

Marc Thépot :"En 2013, la coopération France- Maroc va prendre un nouvel élan !". Photo à gauche / JOEL SAGET / AFP.

S'il est surtout connu pour sa casquette Accor et Risma, Marc Thépot est aussi Secrétaire Générale des conseillers du Commerce Extérieur de la France au Maroc – Section Maroc – ainsi que membre

du bureau de l'Union des Français de l'Etranger. A ce titre, il est impliqué dans tous les évènements qui touchent à la coopération France-Maroc.

Le président français François Hollande se rendra en visite d'État au Maroc les 3 et 4 avril prochains. **Il s'agit de son premier voyage au Maroc depuis son accession au pouvoir en mai dernier.**

Il sera accompagné d'une **délégation de politiciens et de patrons français**. Lors de sa visite, le chef de l'Etat français prononcera un important discours devant le Parlement marocain et aura des entretiens avec plusieurs haut-responsables.

De source proche du ministère des affaires étrangères marocain, ce serait cette visite qui a accéléré la désignation du nouvel ambassadeur du Maroc en France, en l'occurence **Chakib Ben Moussa**, qui a été nommé samedi 9 mars.

A noter que c'est la seconde rencontre entre les deux chefs d'État. Le souverain a déjà été reçu à l'Élysée jeudi 24 mai. **Il était le premier chef d'État accueilli par François Hollande** au palais présidentiel depuis l'investiture de ce dernier, le 15 mai.

Marc Thépot décortique, pour nous, les principaux tenants et aboutissants de cette visite.

LCDA : En quoi cette visite est importante, d'un point de vue politique tout d'abord ?

Marc Thépot : Cette visite s'inscrit dans toute une dynamique de renforcement des relations entre la France et le Maroc. 2012 a vu ces 2 pays vivre de grands changements politiques : un changement politique majeur au Maroc avec l'arrivée d'une nouvelle coalition conduite par le PJD, l'arrivée d'un président socialiste en France avec un renouveau complet du personnel politique.

Tout ça dans un contexte économique plus difficile :

la nécessité de mettre en place une politique de maitrise des dépenses publiques en France et – au Maroc – la nécessité d'équilibrer la balance commerciale et de contenir le déficit de la Caisse de Compensation, tout en continuant à faire du **Maroc un pays stable qui puisse continuer à être – en Afrique – une exception réussie en matière de transition démocratique.**

Cette visite est majeure, elle vient compléter les rencontres du 28 Mars et du 12 décembre 2012. qui ont permis aux dirigeants politiques et économiques des deux pays de lever certains préjugés, de mieux se connaitre et de relancer une politique de coopération durable et exemplaire qui intègre le contexte économique actuel des 2 pays.

Ne l'oublions jamais :

- La France est un partenaire essentiel pour le Maroc en matière de coopération culturelle : **plus de 30.000 élèves sont scolarisés au Maroc dans le système français. Plus de 30.000 étudiants marocains étudient en France.**

- Les investissements directs étrangers des entreprises françaises au Maroc sont considérables.

- La communauté marocaine en France est une des plus importantes qui soit !

- Il y a plus de 70 000 français résidants au Maroc et la **France reste le premier pourvoyeur de touristes étrangers au Maroc avec 36 %.**

- Il n'y a pas un marocain qui n'ait pas une histoire partagée avec la France comme il n'est pas un français qui n'ait pas une histoire partagée avec le Maroc. Nos histoires sont liées et notre entente incontournable.

Une importante délégation d'hommes d'affaire accompagnera le chef de l'Etat français et des accords sont prévus entre le Medef et la CGEM. Les attentes à ce niveau sont-elles importantes ?

Les relations France – Maroc sont inégalées et inégalables. Le Maroc est un partenaire majeur pour la France. La France est un allié essentiel pour le Maroc.

Au cœur des relations entre nos deux pays, l'économie joue un rôle central : Toutes les grandes entreprises françaises sont actives et fortement implantées au Maroc. Des partenariats exemplaires existent entre des groupes français et marocains.

La France peut apporter, sur bien des domaines une expertise forte. Le Maroc – de son côté – peut consolider certaines entreprises françaises en améliorant leurs compétitivité grâce au **concept – désormais mieux compris – de co-localisation** largement expliqué lors des rencontres de décembre dernier.

Lors de la visite de M.Ayraud – premier ministre français – le 12 décembre dernier, le thème central était – justement - de mieux faire comprendre le concept de co-localisation. Où en sommes-nous aujourd'hui par rapport à ce thème ? Quels sont les nouveaux défis ?

Le concept de co-localisation est désormais compris et intégré de part et d'autre : **les entreprises françaises qui localisent au Maroc certains éléments de leur production renforcent leur propre compétitivité et consolident leurs positions en France.**

Ce point est désormais acquis et intégré : Aussi bien Nicole Bricq que Jean Marc Eyraud ont – désormais – compris ce concept et le défendent.

Aujourd'hui, il faut simplement intégrer la situation économique actuelle de nos 2 pays.

Incontestablement, les défis qui attendent le Maroc concernent la politique de formation et l'enseignement pour une meilleure employabilité des jeunes marocains qui sortent des universités, le renforcement du dispositif de santé, le renforcement des capacités exportatrices du Maroc, l'accélération des politiques de développement durable et de maitrise de l'énergie, la maitrise de la politique de développement des villes sur fond de croissance démographique importante.

Sur tous ces registres, **la France doit être le partenaire privilégié** – y compris sous la forme de partenariats intelligents France- Maroc pour l'exportation en Afrique, par exemple.

Les défis ne manquent pas. En 2013, la coopération France- Maroc va prendre un nouvel élan !

Propos recueillis par Ahlam Jebbar

France : "Rendez-nous Enzo" demande au roi du Maroc d'intervenir

Publié le 22.03.2013 à 16h24 | Par **Hanane Jazouani**

Cela fait aujourd'hui presque 5 ans que Coralie Eugène n'a pas vu son petit garçon Enzo, enlevé par son père marocain. Son association, Rendez-nous Enzo a envoyé une lettre au Président français François Hollande afin qu'il demande au roi d'intervenir personnellement pour lui permettre de retrouver le petit garçon.

Certaines victimes de spoliations immobilières au Maroc ne sont pas les seules à porter leur espoir sur la première visite de François Hollande au Maroc, du 3 au 4 avril prochain pour qu'il parle au roi Mohamed VI de leur dossier. L'association « Rendez-nous Enzo », profite également de cette visite pour sensibiliser le président français au sujet de l'enlèvement illégal, de la France vers le Maroc, du petit Enzo par son père marocain, en 2008, rapporte dans son édition du vendredi 22 mars, le Soir Echos. Le journal marocain cite une lettre reçue par l'association dans laquelle elle dénonce le manque de volonté de la part des autorités marocaines mais aussi françaises pour aider Coralie Eugène, la maman à retrouver son fils. « Il n'y a que l'intervention directe auprès du roi du Maroc qui peut avoir ce résultat », lâche l'association dans son courrier. Depuis maintenant près de 5 ans, la maman d'Enzo n'a plus de nouvelles de son petit garçon, ne sachant pas s'il est toujours en vie ou pas.

Kidnappé illégalement par son père

Les faits remontent à octobre 2008. Alors qu'il n'est âgé que de 2 ans, Enzo est enlevé par son père marocain, qui l'emmène au Maroc, alors qu'une interdiction de sortie territoire, pour le petit, avait été signée par la préfecture de Cherbourg. Cet enlèvement fait suite au divorce des parents en 2008. Dans son blog, Coralie Eugène raconte qu'elle subissait des violences conjugales. En attendant le jugement final du divorce, elle part se réfugier chez ses parents avec Enzo. Puis, la justice lui accorde la garde exclusive de son enfant. Le père quant à lui, ne voit Enzo que lors de visites programmées à l'avance et sous surveillance. Les semaines passent, un jour Coralie Eugène apprend que son mari a réussi à faire faire un passeport à leur fils, en cachette, sans qu'elle en soit informée. Lorsque la justice demande au père de remettre ce passeport, celui-ci dit l'avoir perdu.

Quelques semaines plus tard, il passe à l'action et enlève l'enfant violemment de chez sa grand-mère, le 26 octobre 2008. De son côté, sur son blog créé pour contrer son ex-femme, le père d'Enzo raconte sa version de l'histoire et nie tous les faits qui lui sont reprochés. Il accuse même sa femme de ne pas avoir respecté les décisions du juge sur ses droits sur l'enfant. Une version des faits qui ne l'a pas empêché, pourtant, d'être condamné au Maroc pour enlèvement. Il est incarcéré à la prison de Salé pour 10 mois, fait sa peine et est libéré en octobre 2011.

Mais où se trouve Enzo ?

Aujourd'hui la grande question est la suivante, où se trouve Enzo ? Malgré son incarcération, le père n'a jamais lâché le morceau et dit où se trouvait son enfant. La mère et l'association soupçonnent la

famille de son ex-mari d'avoir gardé secrètement l'enfant. En mars 2012, France 3 diffusait un reportage dans lequel l'association se rendait au Maroc pour rencontrer le substitut du procureur du roi à Rabat. N'entrant pas dans les détails de l'enquête, le magistrat dira seulement à l'association que le petit garçon est toujours vivant. Un an a passé depuis la diffusion de ce reportage et Coralie Eugène n'a toujours pas eu de nouvelles de son enfant. Enzo a fêté, le 14 février dernier, son septième anniversaire, le cinquième passé loin de sa maman.

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER
LIBERTE
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Hollande en visite d'État au Maroc les 3 et 4 avril

Par : Rubrique Etranger

Le président François Hollande effectuera, les 3 et 4 avril, une visite d'État au Maroc, à l'invitation du roi Mohammed VI, a annoncé l'Élysée hier dans un communiqué.

La venue de François Hollande est très attendue par les Marocains, trois mois après sa visite d'État en Algérie.

Selon la presse marocaine, Hollande s'exprimera devant le Parlement à Rabat. Sa visite devrait comporter également un important volet économique.

AFRIK.COM

Maroc : François Hollande prévoit une visite d'Etat

mardi 26 mars 2013 - 12:15

L'Élysée a annoncé, ce lundi, dans un communiqué, que François Hollande se rendra au Maroc les 3 et 4 avril prochains pour y effectuer une visite d'Etat, rapporte *Afriquinfos.com*. Sur invitation du Roi Mohammed VI, le président français est attendu à Casablanca et à Rabat où il s'exprimera devant le Parlement marocain. Sa venue comportera également un volet économique ; le domaine de l'agroalimentaire et des énergies renouvelables notamment, a précisé l'ambassadeur de France au Maroc, Charles Fries.

AtlasInfo.fr

Maghreb

François Hollande au Maroc pour une visite très attendue

Mardi 26 Mars 2013 modifié le Mardi 26 Mars 2013 - 22:54

L'Elysée a officialisé lundi la date de la visite d'Etat que compte effectuer le président François Hollande au Maroc les 3 er 4 avril, à l'invitation du Roi Mohammed VI.

Cette visite d'Etat du président français au Maroc, la première depuis son accession à l'Elysée, est très attendue. Les relations bilatérales entre la France et le Maroc sont profondes et singulières. Elles sont aussi marquées par un dialogue stratégique dense et régulier.

Le Roi Mohammed VI avait choisi la France pour effectuer sa première visite d'Etat à l'étranger en mars 2000. Il a également été le premier chef d'Etat à être reçu par le président François Hollande, une semaine après la passation de pouvoir. Cet entretien a été l'occasion de réaffirmer la place exceptionnelle qu'accorde la France à ses relations bilatérales avec le Maroc.

Le président de la République avait en effet "réaffirmé son attachement à l'amitié entre la France et le Maroc et souligné son caractère exceptionnel grâce aux nombreux liens entre nos deux pays et nos deux sociétés et la volonté commune de construire un espace euro-méditerranéen".

François Hollande avait également "salué le processus de réforme démocratique, économique et sociale en cours dans le royaume à l'initiative" du Roi Mohammed VI, selon un communiqué de la présidence française, soulignant que "la France se tient au côté du Maroc dans la voie qu'il a choisie de modernisation économique et d'approfondissement de l'Etat de droit".

"Avec le Maroc, la France a une relation de confiance"

"Pour nous, le Maroc est un partenaire stratégique, essentiel et incontournable. Le Roi Mohammed VI a engagé des réformes considérables. On veut participer, accompagner le Maroc parce que c'est un pays qui bouge, change, se réforme. C'est tout à l'honneur du Roi Mohammed VI", a indiqué à **Atlasinfo** une source française. "Avec le Maroc, la France a une relation de confiance. Le Maroc est un pays sérieux, crédible et fiable", a-t-on ajouté de même source.

Le chef de l'Etat français se rendra à Casablanca et Médiouna, une province du Grand Casablanca, et à Rabat le 4 avril. A Casablanca, première étape de cette visite, deux volets politique et économiques domineront le programme de la visite.

A son arrivée, François Hollande sera accueilli par le Roi Mohammed VI. Un accueil populaire est également au programme. Le président français pourrait ainsi mesurer sa côte de popularité en dehors de l'hexagone.

Selon nos informations, les deux chefs d'Etat auront un entretien en tête-à-tête au Palais de Casablanca portant notamment sur les relations bilatérales et régionales, ainsi que sur des questions internationales, en particulier les dossiers malien, syrien et la paix au Proche-Orient. Le Roi Mohammed VI préside le Comité al-Qods.

La question du Sahara, un conflit qui oppose Rabat et Alger depuis plus de 30 ans, sera évoquée. L'Algérie abrite sur son territoire et apporte tout son soutien aux séparatistes du Polisario. "La position de la France n'a ni changé ni évolué. La France soutient toujours le plan d'autonomie proposé par le Maroc et le considère comme la seule proposition crédible et sérieuse sur la table des négociations", a souligné cette source française.

Au lendemain de son élection, certaines voix ont voulu faire croire que François Hollande envisagerait un rééquilibrage de la politique de la France en faveur de l'Algérie. Faux, rétorque cette source française, précisant que la relance des relations franco-algériennes ne doit en aucun être interprétée comme un rééquilibrage de la politique de la France.

La séquence casablancaise sera par ailleurs couronnée par la signature d'une trentaine d'accords et de conventions, a-t-on indiqué de même source, ajoutant qu'ils brasseront plusieurs domaines, notamment institutionnels et des secteurs prometteurs comme les énergies renouvelables.

La France est le premier partenaire économique du royaume, avec un volume des échanges de près de huit milliards d'euros. Mais pour l'année 2012, Madrid est passé devant Paris avec un écart de l'ordre de 0,3 %. "Nous ne sommes pas inquiets. Ce n'est qu'une question de conjoncture", assure cette source française.

Cap ensuite sur la province de Médiouna avec l'inauguration par les deux chefs d'Etat d'un projet socio-économique d'épuration et de traitement des eaux usées, réalisée par l'entreprise française GDF-Suez.

Après un grand dîner de Gala offert en l'honneur de l'illustre hôte, François Hollande prendra la route en direction de Rabat pour un programme bien chargé: grand discours devant le parlement marocain, forum avec des hommes d'affaires marocains et français, échange avec des jeunes à l'Université internationale de Rabat, rencontre avec des femmes du monde associatif et conférence de presse à la bibliothèque nationale de Rabat.

François Hollande prononcera un important discours devant le Parlement marocain. "Il portera sur les relations entre la France et le Maroc mais aussi sur l'Afrique, la Méditerranée, les Printemps arabes", a-t-on précisé de même source.

Mardi 26 Mars 2013 - 16:46- Par Hasna Daoudi

DIASPORA SAHRAOUI

Lettre de Claude Mangin à François Hollande: “Demande d’intervention auprès du Roi du Maroc pour la libération des prisonniers politiques pacifistes sahraouis”

Posted on mercredi, mars 27, 2013 by Admin with No comments

Le 8 novembre 2010, les forces de répression du Maroc ont procédé au violent démantèlement d'un camp de plus de 8000 tentes de fortune à Gdeim Izik, dans les banlieues de la ville d'El Aaiun, capitale du Sahara Occidental occupée par le Maroc. Le camp avait été érigé pour protester contre la précarité de vie dans les territoires du Sahara Occidental sous contrôle marocain. Depuis, 22 sahraouis croupissent dans les prisons du Maroc. Parmi eux, Naama Asfari, l'époux d'une dame française qui a décidé de s'adresser au président français pour demander justice pour son mari.

Le Sahara Occidental était une colonie espagnole. En 1975, fut envahi par le Maroc. En 1991, l'ONU décréta le cessez-le-feu en vue d'organiser un référendum d'autodétermination et installa une mission internationale, la MINURSO. Vingt-deux ans après, la population de ce territoire classé non-autonome par les Nations Unies, continue d'attendre ce référendum. La mission onusienne du Sahara Occidental est la seule à ne pas contrôler le respect des droits de l'homme.

Claude MANGIN épouse ASFARI à François HOLLANDE
36 rue Barbès Président de la République
94200 Ivry sur Seine Palais de l’Elysée
58 rue du Faubourg St Honoré
75008 PARIS

Ivry, le 26 mars 2013

Objet : Demande d'intervention auprès du Roi du Maroc pour la libération de mon mari Ennaâma ASFARI et de ses 21 compagnons, prisonniers politiques pacifistes Sahraouis, condamnés par le Tribunal Militaire de Rabat à de très lourdes peines le 18 février 2013

Monsieur le Président,

Vous vous rendez dans quelques jours au Maroc, aussi je vous adresse cette lettre pour vous demander d'intervenir auprès de Mohamed VI afin de lui demander de libérer les 22 prisonniers politiques Sahraouis qui viennent d'être condamnés à des peines allant de 20 ans de prison à la perpétuité.

Ce verdict a été prononcé à l'issue de 9 jours de procès inéquitable devant un Tribunal Militaire alors que les prévenus étaient des civils ce qui est condamné par l'ensemble des Associations de Défense de Droits de l'Homme tant au Maroc qu'au plan international. Ils ont tous été torturés au cours de leur détention.

Ce procès est intervenu après 28 mois de détention arbitraire suite à des arrestations qui ont eu lieu dans le contexte du démantèlement par la force du « Campement de la Dignité » de Gdeym Izik qui a rassemblé 20.000 Sahraouis durant plus d'un mois en octobre-novembre 2010 à 10 km de El Aaiun, véritable exode intérieur, pour protester contre les conditions de vie qui leur sont imposées par l'occupation de leur pays depuis 1975.

Depuis le 7 novembre 2010, veille du démantèlement, où mon mari a été enlevé, tabassé, a disparu durant 6 jours, a été torturé avant d'être transféré à Rabat, je n'ai cessé d'écrire aux autorités françaises.

Depuis octobre 2012, de nombreux rendez-vous pris ont été pris avec votre conseiller diplomatique et avec les conseillers de plusieurs ministres de votre gouvernement par les Associations Françaises de Soutien au Peuple Sahraoui et j'ai été reçue à plusieurs reprises, ainsi que les avocats et élus français observateurs au procès, à l'Ambassade de France à Rabat, confiants en ce que les bonnes relations entre les deux gouvernements contribuent à sortir de cet arbitraire.
Monsieur Fabius m'a répondu le 4 février qu'il avait alerté son homologue sur le cas de M.Asfarilors de sa visite de décembre. Le résultat est inverse à celui attendu quand on voit le verdict et les violences policières inouïes perpétrées sur les militants qui ont émaillé la visite de Christopher Rossà El Aaiun cette dernière fin de semaine.

Je ne veux pas en dire plus, tout cela est connu de vous. Il est vrai que le grand public n'a pas accès à ce qu'est le Maroc réel en 2013, il serait sans nul doute ébahi de découvrir qu'un pays présenté comme si beau, ami de la France qui plus est, puisse organiser un tel procès avec un tel verdict.
Dans l'attente d'un heureux dénouement à cette terrible injustice à l'image de celle subie par tout le peuple Sahraoui depuis 38 ans, je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'expression de mes salutations respectueuses.

Claude Marguerite MANGIN-ASFARI
Chevalière dans l'Ordre National du Mérite

Energies

Programme énergétique au Maroc : La France veut investir davantage

Publié le 22.03.2013 à 17h30 | Par **Ristel Edimo**

Devancée en termes de partenariat économique avec le Maroc par l'Espagne, la France veut conserver sa position de premier partenaire économique du royaume chérifien. Pour ce faire, Paris souhaite multiplier ses investissements dans des secteurs stratégiques dont l'énergie. La deuxième tranche du parc éolien de Ouazazate, est fortement convoitée.

« Si nos entreprises sont déjà bien présentes dans l'éolien, nous voulons nous impliquer davantage [sur] le plan solaire marocain », a relevé Charles Fries, l'ambassadeur de France à Rabat lors de la conférence économique organisée par Attijariwafa Bank en partenariat avec la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc, le 21 mars à Casablanca, rapporte Les Echos. Un évènement qui a vu la participation de plusieurs centaines d'opérateurs économiques français et marocains.

Orientation stratégique

En essayant d'accroitre sa présence dans les projets énergétiques marocains, la France poursuit un objectif précis. En effet, elle a été devancée par l'Espagne, devenue premier partenaire commercial du Maroc et veut garder sa position de premier partenaire économique du royaume chérifien. « Nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers pour rester premier » a avancé M. Fries.

Actuellement, l'Etat français place « beaucoup d'espoir dans le prochain appel d'offres lancé sur la deuxième tranche de la centrale solaire de Ouarzazate », a confié le diplomate. Bon choix d'investissement ? En tout cas, pour Alexis Gazzo, senior manager chez Ernst & Young et spécialiste des énergies renouvelables, « les Français ont des chances réelles de se faire une place au Maroc, et notamment sur la phase 2 de Ouarzazate », dit-il dans une interview accordée à Greenunivers.com. D'ailleurs, l'industriel Alstom est préssenti parmi les soumissionnaires à l'appel d'offres.

D’après les déclarations, à l’AFP, du directeur général de l'agence marocaine de l'énergie solaire (Masen), Mustapha Bakkoury, la pré-qualification pour l’attribution de la deuxième tranche du projet de Ouarzazate a déjà démarré. « Nous aurons tous les dossiers de candidature au 15 avril » et le lauréat sera connu « d'ici un an, un an et demi », a-t-il précisé. A noter que la première tranche a été attribuée, en septembre dernier, à un consortium majoritairement saoudien.

Pour rappel, le Maroc a lancé un vaste de programme de construction de cinq parcs solaires d’une capacité globale de 2 000 mégawatts à l’horizon 2020. « 287 mégawatts [sont déjà] opérationnels sur quatre champs éoliens et 720 MW en projets, dont certains connaitront le lancement de la production en avril 2013 », révélait récemment à la MAP, le ministre de l’Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, Fouad Diouri, soulignant que le programme national relatif à l’énergie éolienne est « sur de très bons rails ».

La présence française dans l’éolien marocain est marquée par la présence de plusieurs entreprises venant de l’hexagone, notamment GDF Suez. Le groupe a décroché, en février dernier, le projet de construction du parc éolien de Tarfaya, dont l'entrée en service est prévue en fin 2014 . Outre le secteur énergétique, la France entend investir dans l’agroalimentaire, la chimie, la pharmacie, ainsi que les industries mécaniques et métallurgiques. Selon M. Fries, la visite au Maroc du président français, François Hollande, les 3 et 4 avril prochains, « sera une avancée » dans le partenariat économique entre Rabat et Paris.

LUXE RADIO

Vendredi, 29 Mars 2013 17:08

Que vient chercher Hollande au Maroc?

Écrit par Gabriel Banon

Le Président de la République française François Hollande va être, dans les prochains jours l’hôte du Maroc. Le Maroc suit avec attention l’évolution de la situation économique de l’Union européenne et bien entendu, plus particulièrement, celle de la France.

Lié avec l’Europe par le statut avancé qui lui a été accordé en 2008, chaque soubresaut de la zone euro, peut se traduire par une remise en cause des options économiques du Royaume. La France, cette vieille relation, après la décolonisation, est devenue le partenaire économique principal du Maroc, avec l’Espagne.

Aussi, il est essentiel pour le Royaume, de savoir ce qu'il en est de cet acteur important. La situation du pays est devenue catastrophique. La récession menace, le chômage galope, l'investissement productif chute, le taux de marge s'effondre, les objectifs budgétaires sont repoussés, tous les régimes sociaux sont au rouge, la compétitivité recule chaque jour, le déficit commercial est abyssal, l'écart avec l'Allemagne s'accroit, les cerveaux et les capitaux fuient, le moral des consommateurs et des entrepreneurs est en berne, les cadres sont fiscalement massacrés, les tensions sociales s'aiguisent, et les politiques refusent toujours de placer l'entreprise et les entrepreneurs au cœur de leurs priorités. Qui dit cela, qui fait ce sombre tableau de la situation de la France ? Denis Kessler, ancien vice-président du Medef, l'organisation patronale nationale, communément citée comme le Patron des patrons.

Aux dires de l'ancien premier ministre français, Alain Juppé, la France va mal, pour ne parler que de son économie, tous les indicateurs sont au rouge. Les chefs d'entreprises demandent au Medef de peser très vite, de tout son poids, pour infléchir les politiques économiques, fiscales et sociales actuelles du gouvernement. Elles doivent être au service de la compétitivité. Si cela est, que peut attendre le Maroc de la prochaine visite d'Etat du Président français? Les députés socialistes avaient, dernièrement, dénoncé vigoureusement l'installation de Renault à Tanger et la première action du Ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, tout fraichement installé par Hollande, a été de combattre les délocalisations vers le Maroc. Faut-il rappeler, qu'ici, sur cette même antenne, Martine Aubry, qui avait succédé à François Hollande, à la tête du Parti socialiste, avait, également, critiqué le projet Renault à Tanger. Elle avait précisé qu'il fallait faire des opérations "gagnant-gagnant"! Belle phraséologie, mais qui ne veut rien dire, si ce n'est que l'on combattra toute nouvelle implantation industrielle au Maroc.

Pour tout économiste, l'entrepreneur est gagnant par le développement de ses activités et les profits engendrés, l'Etat hôte est gagnant par le transfert de technologies et la création d'emplois, n'est-ce pas là du "gagnant-gagnant"? Au risque d'être politiquement incorrect, le parti socialiste français n'a jamais été un fan de la Monarchie marocaine, et la situation en France telle que décrite par les opérateurs économiques en France, ne milite pas pour un grand changement des doctrines socialistes.

Que pouvons nous attendre de cette visite, à part un beau discours au Parlement marocain à Rabat, et des déclarations encourageantes devant les opérateurs économiques marocains et français. Il parlera certainement de la nécessité de maîtriser les flux migratoires et à augmenter le contrôle du travail clandestin. Sur la question du Sahara, la position de Hollande ne diffère pas beaucoup de celle de l'UMP, mais il sera nettement moins combatif sur ce sujet que son prédécesseur. Une visite pour rien? Non, il est toujours utile de cultiver les relations avec un partenaire comme la France, mais ce, dans la lucidité.

aufait®
Quotidien des Actifs Urbains

Maroc-France
François Hollande attendu mercredi

Dernière mise à jour : 01/04/2013 à 17:00

Le président François Hollande effectue mercredi et jeudi une visite d'État au Maroc, avec le projet de consolider les liens entre la France et son premier partenaire au Maghreb. Pas de contrats mirobolants à attendre de ce déplacement, mais plutôt des signatures venant “en accompagnement” de projets déjà lancés. Le président français inaugurera une station d'épuration des eaux à Mediouna, projet mené par la Lydec. Son discours devant le Parlement est très attendu.

Le Roi Mohammed VI, à côté du président français, François Hollande, en mai dernier au Palais de l’Elysée. /DR

La première visite du président de la République française au Maroc débute dès mercredi. François Hollande viendra consolider les liens entre le Maroc et son premier partenaire économique.
Points forts de cette visite, le chef de l'État rencontrera le Roi Mohammed VI à Casablanca, puis s'entretiendra à Rabat avec le chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane, avant un discours attendu devant le Parlement.
“La relation entre les deux pays est très dense et fluide. Le Maroc est un partenaire très intime, très proche, l'enjeu de la visite est de se donner les moyens de maintenir une relation de haut niveau.”
Communiqué de la présidence française
Signe de cette proximité, le roi Mohammed VI avait été le premier chef d'État à être reçu par François Hollande, le 24 mai 2012, une semaine après son entrée à l'Elysée.
Mais pour son premier déplacement en Afrique du Nord, fin décembre, le président français avait choisi de se rendre chez le voisin de l'Est.
Un mauvais moment oublié, assure un conseiller diplomatique, car “le Maroc a compris le besoin immédiat qu'avait la France de reconstruire une relation avec l'Algérie” et sa volonté de jouer “un rôle utile entre les deux pays”.
Un accompagnement de projets déjà lancés
Sur le plan économique, pas de contrats mirobolants à attendre de ce déplacement, mais plutôt des signatures venant “en accompagnement” de projets déjà lancés, en particulier dans le domaine des transports ferroviaires (tramway, métro, train à grande vitesse), de l'agroalimentaire, du traitement de l'eau, des énergies renouvelables.
Le président français inaugurera notamment une station d'épuration des eaux à Mediouna, dans le grand Casablanca, projet mené par la Lyonnaise des eaux de Casablanca (Lydec,filiale de GDF-Suez) et rencontrera des chefs d'entreprises français et marocains.
Il devrait relancer l'idée de “colocalisation”, sorte de partenariat “gagnant gagnant” entre entreprises françaises et marocaines, censé éviter les délocalisations et générer des emplois dans les deux pays.
Sur le plan politique, le discours de François Hollande devant le Parlement marocain est très attendu. “Il utilisera cette tribune pour s'exprimer sur les grands sujets de l'heure”, tel que la Syrie, le Mali, le printemps arabes, ainsi que le processus de paix au Proche-Orient, a indiqué son entourage.
Y. B. avec agences

François Hollande et le roi du Maroc, Mohammed VI, à l'Elysée, à Paris, le 24 mai 2012. (JOEL SAGET / AFP)

François Hollande doit effectuer, mercredi 3 et jeudi 4 avril, une visite d'Etat au Maroc. Il entend consolider les liens entre la France et son premier partenaire au Maghreb, resté stable dans la tourmente des "printemps arabes". Le président doit rencontrer le roi Mohammed VI à Casablanca,

aufait
Quotidien des Actifs Urbains

Le président Hollande au Maroc pour "soutenir les réformes" et "chercher la croissance" (JDD)

Dernière mise à jour : 31/03/2013 à 23:33

Le président français François Hollande, attendu les 3 et 4 avril au Maroc pour une visite officielle, à l'invitation de SM le Roi Mohammed VI, s'y rendra pour "soutenir les réformes démocratiques et chercher de la croissance", rapporte l'hebdomadaire +Le Journal du Dimanche+ (JDD).

Sur le plan politique, "le président saluera l'impulsion démocratique et l'élan réformateur du Roi", assure le porte-parole de l'Elysée, Romain Nadal, cité par la publication dominicale qui met l'accent sur la qualité des relations franco-marocaines et l'engagement de la France à les renforcer davantage.

A ce niveau, François Hollande "veut s'inscrire dans les pas de ses prédécesseurs", renchérit un diplomate en poste à Rabat.

Le JDD rappelle à cet égard que SM le Roi Mohammed VI est "le premier chef d'Etat étranger invité à l'Elysée au lendemain de la victoire de François Hollande" à l'élection présidentielle, en mai 2012.

Pour préparer sa visite au Maroc, le président français y avait envoyé en décembre son chef de gouvernement Jean-Marc Ayrault avec "une délégation importante" dans le cadre de sa coprésidence, avec son homologue marocain Abdelilah Benkirane, de la Réunion de Haut Niveau France-Maroc, "tandis que les visites ministérielles à Rabat se multiplient", relève l'hebdomadaire.

Le JDD souligne, par ailleurs, que l'économie marocaine, "en pleine expansion avec une croissance enviée de 5 pc", sera au coeur de cette visite de François Hollande.

"Dès mercredi à Casablanca, une dizaine d'accords de coopération seront signés tandis que 70 patrons français, invités par le président (français), tenteront de renforcer davantage la présence française sur place", écrit la publication.

Alors que l'an dernier, la France a perdu "la moitié de ses parts de marché au profit notamment des Espagnols", l'hebdomadaire retient que le mot-clé de la visite sera "co-localisation", afin de "booster l'emploi de chaque côté de la Méditerranée".

Sur le chapitre international, la France apprécie notamment, selon le JDD, le soutien "précieux" du Maroc à son intervention militaire au Nord-Mali dans le cadre de sa guerre contre le terrorisme, en particulier les regroupements d'AQMI et leur alliés fonçant sur Bamako.

MAP

Le président François Hollande effectue une visite officielle au Maroc, les 3 et 4 avril

Le président de la République française, M. François Hollande et Mme Valérie Trierweiler effectueront, les 3 et 4 avril, une visite officielle au Maroc, annonce dimanche un communiqué du ministère de la Maison Royale, du Protocole et de la Chancellerie.

Cette visite intervient sur invitation du Roi Mohammed VI, ajoute le communiqué.

MAP

01/04/2013 à 09:11

fil direct

Hollande au Maroc : visite "cruciale" pour renforcer la coopération franco-marocaine (Boulif)

Lundi 1 Avril 2013 modifié le Lundi 1 Avril 2013 - 00:52

La visite officielle du président François Hollande, prévue les 3 et 4 avril au Maroc, est "cruciale" pour le renforcement de la coopération franco-marocaine, aussi bien au niveau politique qu'économique, a affirmé M. Mohamed Najib Boulif, ministre délégué auprès du chef de gouvernement chargé des Affaires générales et de la Gouvernance.

"Cette visite est effectivement cruciale pour notre pays et permettra de renforcer davantage les liens existants qui sont des liens historiques, au niveau politique mais aussi économique", a déclaré à l'agence MAP M. Boulif, en visite à Paris.

Alors que la France réaffirme sa volonté de maintenir son leadership en tant que premier partenaire économique du Maroc, y compris sur le plan des échanges commerciaux où elle s'est vue, "pour des raisons conjoncturelles", légèrement dépassée par l'Espagne en 2012, M. Boulif s'est dit convaincu que cette visite va "relancer les échanges commerciaux, l'économie, le politique, et permettra certainement d'apporter un élan de plus à ces relations qui restent au beau fixe et sont historiques et de haute qualité".

"Le Maroc a toujours entretenu de bonnes relations avec la France et c'est réciproque", ajouté M. Boulif, rappelant que le Roi Mohammed VI a été le premier chef d'Etat étranger à avoir été reçu à l'Elysée par le président François Hollande juste après son élection en mai 2012.

Sur le plan économique, le ministre se félicite globalement des réalisations faites jusqu'ici dans le cadre de la coopération bilatérale. Il en veut pour preuve, les deux grandes rencontres du patronat français du MEDEF avec la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) et le gouvernement pour "traiter l'ensemble des projets conjoints et en commun".

A cela s'ajoutent, selon lui, "plusieurs partenariats signés au cours de cette année avec la France, surtout au niveau de l'industrie", dans le cadre d'une démarche de partage des chaînes de valeurs ou "ce qu'on a souvent tendance à appeler co-localisation", avec des projets entre les entreprises françaises et marocaines porteurs d'emploi à la fois au Maroc et en France.

Lundi 1 Avril 2013 - 00:59

Yabiladi
Le Maroc à portée de clic !

Brève-Société

Dénouement de l'affaire Enzo quelques jours avant la visite officielle de François Hollande au Maroc

Publié le 31.03.2013 à 15h26 | Par **La rédaction**

L'affaire du petit Enzo a trouvé une solution hors des tribunaux. L'enfant avait été emmené au Maroc par son père après un divorce houleux en France.

Quatre ans après, c'est la police marocaine qui a réussi à localiser Oussama Taïbi à Tanger. Le père a accepté de remettre le petit Enzo à la maman, Coralie Eugène en échange de la fin des poursuites judiciaires initiées à Cherbourg.

La maman et son fils ont pris l'avion samedi dans l'après-midi depuis Casablanca. Ils sont arrivés dans la soirée à l'aéroport de Roissy, pour être accueillis par le nouveau ministre du Budget, Bernard Cazeneuve. L'ancien député de Cherbourg s'est longtemps battu pour faire progresser l'enquête.

ce dénouement intervient à quelques jours seulement de l'arrivée du président François Hollande au Maroc. Il y a quelques jours, l'association "Rendez-nous Enzo" avait interpellé le président français pour qu'il demande au roi Mohammed VI d'intervenir.

AtlasInfo.fr

Culture & Médias

Visite de Hollande au Maroc: Monte-Carlo Doualya et Atlantic Radio organisent un débat en diffusion simultanée

Samedi 30 Mars 2013 modifié le Dimanche 31 Mars 2013 - 12:40

La radio Monte-Carlo Doualya (MCD) et Atlantic Radio, du groupe Eco Media, organisent un débat en diffusion simultanée le 3 avril à l'occasion de la visite d'Etat du président François Hollande au Maroc mercredi et jeudi prochains.

Ce débat d'une heure, diffusé en direct de 16 à 17 heures (GMT), (18-19 Heure de Paris), sera co-animé par Mustapha Tossa, envoyé spécial de MCD à Casablanca et Ahmed Aloua rédacteur en chef adjoint de Atlantic Radio, a appris samedi **Atlasinfo**.

Ce débat sera précédé d'un reportage réalisé par l'équipe d'Atlantic Radio sur la manière dont les Marocains perçoivent aujourd'hui la France et les Français, leurs attentes et leurs espérances relatives à cette relation particulière et singulière entre les deux pays.

Suivra un débat politique sur les relations franco-marocaines et la situation au Sahel et Mali et l'urgence de régler la question au Sahara, ainsi que les transitions démocratiques difficiles au lendemain des Printemps arabes.

Participent à ce débat des universitaires reconnus pour la pertinence de leurs analyses comme Manar Slimi, Mohamed Darif, Idriss Kharouzi, spécialiste des questions méditerranéennes et Ahmed Sakkal, économiste...

Selon l'Elysée, "Le sens de cette visite est de témoigner de l'excellence des relations entre le Maroc et la France. C'est une relation très fluide et très dense tant sur sur le plan politique que sur le plan de la coopération économique et culturelle".

"L'enjeu est de continuer de se donner les moyens de maintenir cette relation de haut niveau aussi construite qu'elle l'est aujourd'hui pour les prochaines années et pour les prochaines décennies", a-t-on souligné de même source.

Un aréopage de personnalités politiques, des chefs d'entreprises et Dov Zerah, le patron de l'Agence française de développement (AFD), accompagnera le président français. Pas moins de huit ministres ou ministres délégués feront le déplacement: Laurent Fabius (Affaires étrangères) ; Pascal Canfin (Développement) ; Najat Vallaud-Belkacem (Droits des femmes) ; Nicole Bricq (Commerce extérieur) ; Stéphane Le Foll (Agriculture) ; Frédéric Cuvillier (Transports, mer et pêche) ; Geneviève Fioraso (Enseignement supérieur et recherche) ; et Yamina Benguigui (Francophonie).

Le député des Français d'Afrique du Nord et de l'Ouest, Pouria Amirshahi (PS), sera aussi du voyage, tout comme les présidents des groupes d'amitié à l'Assemblée et au Sénat, Luc Chatel et Christian Cambon (tous deux UMP) et Alain Rousset, président du conseil régional d'Aquitaine et de l'Association des régions de France (ARF). L'écrivain Tahar Ben Jelloun, le nouveau président de l'Institut du monde arabe (IMA) Jack Lang et le président du Conseil français du culte musulman(CFCM), Mohammed Moussaoui.

Samedi 30 Mars 2013 - 18:05
Par Hasna Daoudi

AtlasInfo.fr

François Hollande au Maroc /Une visite dans un contexte régional sensible

le 30.03.13 | 10h00 **18 réactions**

La France est «le premier partenaire au Maroc», «un partenaire intime et nécessaire».
Paris (France).

De notre correspondante

Elle veut se donner les moyens de le rester. C'est à gros traits le cadrage dessiné par l'Elysée de la visite de François Hollande au Maroc, trois mois après celle qu'il a effectuée en Algérie. C'est le propos politique dispensé par l'Elysée où on considère que le chef de l'Etat français donnera des garanties en termes d'engagement. Paris est le premier partenaire économique du Maroc en matière d'investissement, d'échanges commerciaux, alors qu'en 2012, les exportations de l'Espagne vers le

Maroc étaient de 4,2 milliards d'euros contre 4 milliards d'euros pour la France. La France est aussi le premier bâilleur de fonds du Maroc avec 2,2 milliards d'euros par le biais de l'AFD. Le président Hollande ne manquera pas de «saluer l'évolution au Maroc qui a trouvé sa voie par une transition maîtrisée».

Et le Parlement marocain, à partir duquel le président Hollande prononcera une allocution, sera une bonne tribune pour s'exprimer sur un certain nombre de sujets, indique-t-on de source autorisée. François Hollande abordera-t-il la violation des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés, la répression de la population sahraouie ?

La question du Sahara occidental sera traitée de «manière sereine», indique-t-on de même source. Et d'indiquer que «la position de la France sur le fait qu'il faut une solution négociée dans le cadre des Nations unies est constante» et, pour ce faire, de considérer que le plan d'autonomie présenté par Rabat est «une base sérieuse de négociation». Paris veut «jouer un rôle utile pour que la solution du problème permette de déployer cette dynamique de coopération régionale» qu'elle appelle de ses voeux. «On n'est pas naïfs, on sait que c'est un dossier crucial pour le Maroc et d'autres pays de la région», ajoute-t-on de même source. «Sur le Sahara, on a besoin d'être utiles et pragmatiques, c'est un processus qui doit être poursuivi, utiles avec d'autres dans un cadre qui existe déjà». Et de se défendre de «soutenir le Maroc, à tout prix. Il n'y a pas d'exclusive, nous disons que l'autonomie est une des solutions au conflit, c'est la seule proposition qui est sur la table».

Paris cautionne le plan d'autonomie marocain

Le Quai d'Orsay affirme, pour sa part, dans un communiqué de presse : «Nous soutenons depuis longtemps la recherche d'une solution juste, durable et mutuellement agréée, sous l'égide des Nations unies et conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. La France soutient également les efforts de Christopher Ross pour poursuivre les négociations entre les parties et appuie le plan d'autonomie marocain, tel qu'il avait été présenté en 2007, qui constitue la base sérieuse et crédible d'une solution négociée.» Mais le forcing sur l'autonomie ne revient-il pas à écarter toute autre solution permettant aux Sahraouis d'exercer leur droit à l'autodétermination, un droit reconnu par de nombreuses résolutions de l'ONU ? «Nous sommes face à une politique de deux poids, deux mesures.

Comment expliquer que la France intervienne militairement au Mali pour sauver la démocratie et protéger son intégrité et, en parallèle, soutienne avec force le Maroc qui a envahi le Sahara occidental et remet en cause le principe de l'intangibilité des frontières», a souligné mercredi le ministre sahraoui des Affaires étrangères, Mohamed Salem Ould Saleck. Au sujet de la visite qu'entreprend actuellement dans la région l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, le ministre des Affaires étrangères de la RASD a indiqué : «Nous allons réitérer notre disposition à participer aux négociations pour aboutir à un règlement mutuellement acceptable.»

M. Christopher Ross a indiqué que sa nouvelle tournée, qui doit s'achever le 3 avril, est «consacrée à la recherche d'une solution à la question du Sahara occidental conformément aux résolutions successives du Conseil de sécurité». Il avait en octobre 2012 exprimé sa «forte préoccupation» du statu quo en prévenant que s'il perdurait, «ce conflit pourrait nourrir une frustration croissante et déclencherait de nouvelles violences et hostilités qui seraient tragiques pour les peuples de la région».

Sur le Mali et la situation sécuritaire dans le Sahel, on estime à l'Elysée que le dialogue franco-marocain est «simple, constructif, en phase depuis le début de la crise malienne, et sur son traitement». Et «on espère que le Maroc restera engagé dans les prochaines étapes» du retour à la stabilité au Mali. Concernant la coopération avec les pays du Maghreb, Paris se prononce pour une colocalisation – évoquée à Alger, en décembre –, appuyée sur «un partage d'une chaîne de valeurs». Et de noter que «la France appartient à un espace économique, la Méditerranée occidentale» qui dispose de «compétences complémentaires». «Cette démarche est déjà à l'œuvre avec des partenaires proches, génératrice d'emplois en France et dans les pays du Maghreb», elle a été «évoquée en Algérie en décembre», soutient-on de même source autorisée.

A Alger, François Hollande avait souligné que «la mer Méditerranée (…) nous confère des responsabilités communes» et que «nous avons le devoir de développer des projets qui bénéficient directement aux populations des deux rives». L'UPM doit être, selon lui, «orientée vers la mise en œuvre de chantiers concrets pour les populations riveraines, dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'éducation notamment. C'est ainsi que nous pourrons formuler ensemble un projet politique pour la Méditerranée». François Hollande et son entourage se montrent soucieux d'entretenir des relations équilibrées avec Rabat et Alger. Lors de sa visite officielle au Maroc en décembre 2012, le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, s'est voulu rassurant envers Rabat pour assurer que «le partenariat entre la France et le Maroc est singulier et n'a rien à craindre d'un dialogue plus étroit entre Paris et Alger». L'Elysée envoie le même signal à Alger.

Nadjia Bouzeghrane

Les Afriques

Maroc –France
François Hollande « s'adresse au monde arabe depuis Rabat »

C'est officiel, le président de la République de France, François Hollande, effectuera une visite d'Etat au Royaume du Maroc les 3 et 4 avril. François Hollande vient réactiver les dossiers de coopération avec un ami et un partenaire de longue date.
Le président français François Hollande effectuera une visite d'Etat au Royaume du Maroc les 3 et 4 avril. Selon un communiqué de l'Elysée cette visite d'Etat qui devra conduire, François Hollande, à Casablanca et à Rabat, vient suite à l'invitation de Mohammed VI, Roi du Maroc. Il s'agit, en effet, de la première visite officielle de François Hollande depuis son élection à l'Elysée en mai 2012. Comme annoncé par Les Afriques en début du mois de mars, durant cette visite le Président français présentera un discours devant les parlementaires marocains le 4 avril à 11h du matin. Une session qui sera présidée par Karim Ghaleb et Mohamed Cheikh Biadillah, respectivement, Président de la Chambre des représentants et président de la Chambre des conseillers.

En plus des sujets traditionnels, des relations bilatérales, et des échanges économiques entre le Maroc et la France, et, entre le Maroc et l'Union Européenne, le discours du président François Hollande va traiter de « l'évolution de la situation dans la région du Sahel. Le soutient du Maroc à l'armée française au Mali, de fait, le Maroc a accordé 5 millions de dollars à l'armée française dans le

cadre de son intervention au Mali », nous informe une source qui préfère garder l'anonymat. Et d'ajouter que le discours de François Hollande traitera également de l'actualité dans le monde Arabe, particulièrement, le dossier de la Syrie depuis la réunion des Amis de la Syrie à Marrakech le 12 décembre 2012 jusqu'au sommet de la Ligue Arabe clôturé le 26 mars à Doha. Ainsi, le président français « s'adressera au monde arabe depuis Rabat ». Les défis de l'avenir, à savoir, l'immigration et le terrorisme, seront abordés par le président François Hollande dans son discours.
Toutefois, avant cette prochaine visite au Maroc, le président François Hollande a été le 20 décembre 2012 en Algérie. Interrogée sur, le choix de François Hollande d'y aller, d'abord, en Algérie, avant de venir au Maroc, traditionnellement premier pays du Maghreb à visiter par les présidents de la République, notre source répond, avec aisance, que l'urgence de prendre une décision au sujet de l'intervention au Mali avait dictée le choix.

Cette visite d'Etat de François Hollande survient après la visite de travail effectuée par le premier ministre français Jean-Marc Ayrault à la tête d'une grande délégation d'hommes d'affaires en décembre 2012.
Sanae Taleb

AtlasInfo.fr

LES INDISCRETS

Parlement: le PJD et Hollande

Vendredi 29 Mars 2013 modifié le Vendredi 29 Mars 2013 - 11:18

Une polémique précède la visite du président français François Hollande au Maroc. Les groupes parlementaires ont appelé à consacrer la session parlementaire extraordinaire à la visite du président français, alors que le PJD a insisté pour y inclure pour adoption certains projets de loi. Face à cette réclamation, Abdelilah Benkirane a appuyé la position du groupe parlementaire de son parti, alors que les autres formations politiques ont préféré garder le silence pour ne pas perturber la visite du président Hollande.

Atlasinfo

fil direct

M. Atmoun: "François Hollande doit être clair et net" sur la question du Sahara

Lundi 1 Avril 2013 modifié le Lundi 1 Avril 2013 - 16:23

Abderrahim Atmoun, président du Groupe d'amitié France-Maroc (Chambre des Conseillers-Sénat français), a émis le souhait que le président français François Hollande réaffirme clairement la position de la France sur la question du Sahara, à l'occasion de la visite d'Etat qu'il doit effectuer au Maroc les 3 et 4 avril prochains.

"La France a soutenu et continue de soutenir le plan d'autonomie proposé par le Maroc pour régler la question du Sahara. Et Paris considère ce plan comme une base sérieuse et crédible pour toute négociation", a rappelé M. Atmoun, avant de préciser à **Atlasinfo** que "La visite du président Hollande au Maroc est l'occasion de l'entendre réitérer de manière claire le soutien de son pays à ce plan et d'affirmer de façon nette sa position sur notre cause nationale".

"La France est notre premier partenaire sur tous les plans et le Maroc est, de son côté, un partenaire très fiable pour la France. En témoigne son soutien sur la crise malienne", a-t-il rappelé, estimant que "La grande amitié séculaire et singulière entre les deux pays appelle la clarté des propos et des positions".

M. Atmoun, également membre de la Commission Union Européenne-Maroc, considère que la relance des relations entre la France et l'Algérie est une "bonne chose". "Si ce rapprochement franco-algérien peut aider à donner un coup de fouet à la coopération régionale et à l'intégration maghrébine, nous nous en réjouissons", a-t-il dit.

La question du Sahara est un conflit qui oppose Rabat et Alger depuis plus de 30 ans. L'Algérie abrite sur son territoire les séparatistes du Polisario et leur apporte tout son soutien au détriment du respect de l'intégrité territoriale du Maroc.

Selon l'Elysée, "La position de la France n'a pas changé: Paris soutient le plan d'autonomie marocain comme base sérieuse et crédible de discussion et compte sur une solution négociée dans le cadre de l'Onu".

"La relation entre les deux pays est très dense et fluide. Le Maroc est un partenaire très intime, très proche L'enjeu de la visite est de se donner les moyens de maintenir une relation de haut niveau aussi construite qu'elle l'est aujourd'hui pour les prochaines années et pour les prochaines décennies", a-t-on indiqué à l'Elysée à la veille de cette visite.

Un aréopage de personnalités politiques et de chefs d'entreprises accompagnera le président français lors de cette visite. Pas moins de huit ministres ou ministres délégués feront le déplacement: Laurent Fabius (Affaires étrangères) ; Pascal Canfin (Développement) ; Najat Vallaud-Belkacem (Droits des femmes) ; Nicole Bricq (Commerce extérieur) ; Stéphane Le Foll (Agriculture) ; Frédéric Cuvillier (Transports, mer et pêche) ; Geneviève Fioraso (Enseignement supérieur et recherche) ; et Yamina Benguigui (Francophonie).

Le député des Français d'Afrique du Nord et de l'Ouest, Pouria Amirshahi (PS), sera aussi du voyage, tout comme les présidents des groupes d'amitié à l'Assemblée et au Sénat, Luc Chatel et Christian Cambon (tous deux UMP) et Alain Rousset, président du conseil régional d'Aquitaine et de l'Association des régions de France (ARF). Dov Zerah, le patron de l'Agence française de

développement (AFD) y sera aussi, ainsi que l'écrivain Tahar Ben Jelloun, le nouveau président de l'Institut du monde arabe (IMA) Jack Lang,t le président du Conseil français du culte musulman(CFCM), Mohammed Moussaoui, et le président du Consistoire central de Paris, Joël Mergui. Lundi 1 Avril 2013 - 09:06- Par Hasna Daoudi

JDM Magazine

Hollande au Maroc : La France veut rester la première

lundi 1er avril 2013 par Meriem Najeb - Lu 56 fois

La visite d'Etat du président français François Hollande au Maroc, les 3 et 4 avril, la première depuis son élection en mai 2012, est destinée à "réinventer" le partenariat en se donnant de nouveaux moyens pour que le Maroc reste "le partenaire intime et nécessaire" de la France.

"Tout va bien dans les relations franco-marocaines. Elles sont fluides, excellentes et denses aussi bien sur le plan politique que celui de la coopération" bilatérale, a-t-on assuré à l'Elysée, à la veille de ce déplacement. Mais pour Paris, il ne faut pas en rester là. "L'enjeu de cette visite très importante consiste à faire en sorte que tout continue d'aller bien et que l'on se donne les moyens de maintenir une relation de haut niveau telle qu'elle se développe aujourd'hui pour les prochaines années et prochaines décennies", a-t-on indiqué dans l'entourage du président. Le message est clair : "Nous sommes le premier partenaire du Maroc et il faut qu'on le reste", affirme la même source qui voit dans la légère amélioration de la position prise par l'Espagne en 2012 dans les échanges commerciaux au détriment de la France, une situation conjoncturelle et ponctuelle. D'où la volonté des autorités françaises de "réinventer" le partenariat avec le Maroc, qualifié de "partenaire à la fois intime et nécessaire". Aussi, faut-il "définir un certain nombre d'actions de coopération d'avenir" car le Maroc, c'est aussi "un partenaire d'avenir économique", a-t-on souligné.

En plus des actions de soutien et d'accompagnement aux réformes politiques et sociales en cours, après l'adoption de la nouvelle constitution au Maroc, la visite du président Hollande a le souci d'amplifier le mouvement tracé, il y a trois mois à Rabat, par la Réunion de Haut Niveau France-Maroc co-présidée par les chefs de gouvernement. Cette Réunion de Haut Niveau a été couronnée par l'annonce d'une dizaine accords, dont quatre conventions de prêt d'un montant de 280 millions d'euros, consentis par l'Agence française de développement (AFD) pour financer des projets de développement au Maroc (transport urbain-Tramway de Casablanca, re-dynamisation des ports régionaux, compétitivité des technopoles, formation professionnelle). Le président Hollande incitera ainsi les entreprises françaises, présentes en grand nombre (près de 400) à Rabat au Forum des hommes d'affaires Maroc-France, à continuer d'investir dans "les chantiers d'avenir : énergies renouvelables, transports, services urbains, jeunesse, enseignement", a-t-on appris de même source. Les entreprises françaises sont fortement implantées au Maroc, soit quelque 750 filiales dont 38 sociétés cotées au CAC 40, employant jusqu'à 120.000 personnes.

Le Royaume est également le premier destinataire des investissements privés français sur le continent africain, ayant atteint 5,6 milliards d'euros sur la période 2000-2011. Durant cette visite d'Etat, les neuf ministres qui accompagnent le président Hollande doivent signer une série d'accords et de contrats concernant l'agro-alimentaire, l'enseignement supérieur, le développement de la ville, le métro de Casablanca, la formation professionnelle dont un Institut des métiers du rail pour le futur TGV, la signalisation des voies ferroviaires

Dans la domaine du partenariat privé, les entreprises françaises sont encouragées à promouvoir le concept de co-localisation, une formule de "partage de chaîne de valeurs", telle que promue par le gouvernement français pour la concrétisation de projets porteurs d'emploi à la fois au Maroc et en France.

www.lnt.ma

Média marocain indépendant lakome

François Hollande au Maroc: plutôt les affaires que les droits de l'homme !

Publié le lundi 1 avril 2013 20:09
Écrit par Lakome

C'est un Président français sévèrement diminué politiquement qui s'apprête à se rendre en visite d'Etat au Maroc, les 3 et 4 avril.

Battant des records d'impopularité, François Hollande n'a cessé, depuis le début de son mandat, de chuter dans les sondages, où il a encore perdu cinq points, cette semaine, pour s'établir à trente six

pour cent (36%) d'opinions favorables. Sa dernière prestation sur la deuxième chaîne française, n'y a rien changé. Peu ou prou de ses compatriotes ont été convaincus de sa capacité à relancer la machine de la croissance et résoudre le problème du chômage. Trente deux pour cent (32%) seulement, d'entre eux l'ont trouvé «convaincant» et trente pour cent (30%) à le trouver «rassurant». En outre, neuf (9) chefs d'entreprises français sur dix (10) interrogés, lors d'un sondage, ont déclaré n'être pas confiants, dans un redressement prochain de l'économie, tandis que l'INSEE prévoit une croissance quasi nulle, pour l'économie française, au moins jusqu'à la fin du mois de juin.

Susceptibilité marocaine et « minauderie protocolaire »

C'est dans ce contexte de morosité qu'a lieu la visite de François Hollande. Une visite très courte, au regard des enjeux et de la forte délégation qui accompagnera le chef de l'Etat français. Elle tranche nettement avec celles de ses prédécesseurs, Jacques Chirac ou Nicolas Sarkozy, dont les liens avec ce pays du Maghreb, à l'instar de bon nombre de politiciens français, débordent du cadre purement diplomatique. Chirac avait ses habitudes au Palais des hôtes de Rabat et à « La gazelle d'or », à Taroudant, avant que son état de santé, qui s'est fortement dégradé, ne le contraigne à réduire tous ses déplacements.

Nicolas Sarkozy a, quant à lui, fait l'acquisition d'un riad de luxe, en guise de résidence secondaire, à Marrakech, peu avant son élimination à la présidentielle française. Un rude coup pour le Maroc qui avait misé à fond sur le candidat UMP.

Le président socialiste a choisi le haut de gamme des visites, à un moment où la France à bout de souffle économique, se cherche un bol d'air, en dynamisant les relations avec la rive sud de la méditerranée. Les appels du pied et les panégyriques des responsables français à l'endroit du Maroc se sont multipliés, au cours des mois qui ont suivi les élections, d'autant que la première visite présidentielle aura été pour l'Algérie, où François Hollande s'était déjà rendu en mars 2012, alors qu'il n'était encore que candidat et promettait d'y revenir s'il était élu.

Pour qui connaît la susceptibilité du protocole marocain, la priorité donnée au frère ennemi était une égratignure. L'Elysée avait bien tenté de donner des gages, en envoyant son premier ministre en visite, rien n'y a fait. Comme il fallait s'y attendre, le palais ne s'est pas privé de rendre la politesse, sous la forme d'une « minauderie protocolaire » qui a choisi de faire passer l'hôte français, après le déplacement africain de Mohamed VI, au Sénégal, en Côte d'ivoire et au Gabon. Un déplacement dans le pré carré traditionnel marocain en Afrique qui ne revêtait ni un caractère d'urgence, ni une importance vitale, sinon pour les affaires personnelles du roi, dans les domaines des banques, des mines, des télécommunications ou encore de l'immobilier. Un timing soigneusement choisi, également, pour éviter au roi d'avoir à accueillir Christopher Ross, l'Envoyé Personnel du Secrétaire Général de l'ONU pour le Sahara, en tournée dans la région. Fait notable, la visite du souverain marocain qui aurait du passer comme lettre à la poste, a eu à pâtir d'une autre susceptibilité protocolaire du palais, « ennuyé » que les gabonais aient annoncé la visite royale avant les médias officiels marocains.

Le Maroc arrière-cour de l'économie française

Avec la quasi totalité des entreprises du Cac 40 représentées sur place, des échanges commerciaux dépassant les vingt-deux (22) milliards et plusieurs dizaines de milliards d'euros d'investissements, on peut dire que le Maroc est l'arrière-cour ou le prolongement naturel du tissu économique français.

Le Président qui compte prononcer un discours devant le parlement marocain au cours d'une session extraordinaire, tiendra sans doute compte de ce postulat et se gardera de franchir le Rubicon, en abordant les sujets qui fâchent, tels que les droits de l'homme, que la France préfère voir comme un verre à moitié plein, bien que le Maroc se retrouve pointé du doigt de toutes parts pour la rudesse de sa répression du « Mouvement du Vingt février » et les procès fabriqués contre ses militants. Autre point noir et non des moindres, le pays du couchant est également sur la sellette au Sahara occidental où ses forces de sécurité, tous uniformes confondus, se livrent à une chasse impitoyable aux indépendantistes. Des images volées circulent sur la toile et montrent, en effet, des hommes sévèrement battus, à Laayoune, par des policiers en civil et qui n'ont pas hésité à s'en prendre également aux femmes sahraouies et à leur intimité, leur arrachant voile et vêtements et les menaçant de viol collectif.

La grogne en embuscade

Comme un mauvais présage, la visite du représentant français dans la capitale économique marocaine démarre dans la colère et la détestation populaire, les autorités de la ville ayant jugé nécessaire de délocaliser au stade El Abdi, d'une capacité de quinze mille (15.000) places dans la ville d'El Jadida, distante de plus de cent kilomètres, le match qui devait opposer le Raja de Casablanca, aux koweitiens d'Al Arabi, au stade Mohamed V, d'une capacité de soixante mille (67.000) places, mercredi à vingt heures.

Beaucoup plus préoccupant pour la vitrine du Maroc, cette visite intervient dans un contexte où l'agitation sociale reprend, de plus belle, au moment où le gouvernement Benkirane semble avoir atteint ses limites, face à l'ampleur de la tâche et à l'omnipotence du Palais. Les promesses de justice sociale, de lutte contre la corruption, d'indépendance de la justice sont restées lettre morte.

Transparency International a classé pour l'année 2012 le Maroc au quatre-vingt huitième (88) rang sur cent soixante-seize (176) pays, avec un indice de perception de la corruption (IPC) de trente sept (37) sur cent (100). Les autres indices flirtent toujours avec la médiocrité comme celui de la compétitivité défini par le Forum économique mondial qui classe notre pays en soixante-dixième (70) position sur cent quarante deux (142) pays. L'indépendance du système judiciaire fait pire, le royaume se classant, selon le Forum économique mondial, à la quatre-vingtième (80) place sur cent quarante deux (142) pour 2011-2012.

Le chômage des jeunes diplômés et la crise économique qui touche également le royaume entretiennent un fond diffus de grogne sociale qui menace de mettre, à tout moment, le feu aux poudres. La forme sporadique de grèves, de sit-ins et de manifestations, semble reprendre de la vigueur, après le moment de grâce ayant suivi les élections qui ont porté le PJD au pouvoir et Benkirane à la chefferie du gouvernement. La manifestation unitaire syndicale qui a eu lieu ce dimanche 31 mars à Rabat, a regroupé un arc-en-ciel d'organisations, de mouvements et de partis politiques vent debout contre les mesures d'austérité appliquées par le gouvernement marocain. Le nombre des manifestants témoigne de l'ampleur des revendications et de la détestation croissante des méthodes d'un Benkirane personnellement conspué par la foule.

Plutôt les affaires que les droits de l'homme

Sur tout cela, François Hollande fermera sans doute les yeux, préférant parler économie. Les soixante-dix patrons français qui font le déplacement en même temps que le Président, tenteront de refaire le retard accumulé par l'Hexagone sur l'Espagne qui lui a pris la moitié des parts du marché marocain. La dizaine d'accords prévus porteront sur l'agro-alimentaire, mais surtout sur les énergies

renouvelables. La France, qui compte réaliser le TGV, tant décrié par la société civile marocaine, ne cache pas son ambition de remporter la deuxième tranche de la centrale solaire de Ouarzazate, et de réaliser et gérer le plus grand parc éolien à Tarfaya, d'une puissance de trois cents (300) mégawatts, pour un coût de cinq cents millions (500.000.000) d'euros.

Enfin, Paris qui ne peut se permettre de s'aliéner ses propres écologistes, lorgne avec un intérêt non dissimulé, sur le programme marocain de plus en plus contesté, comme un fait du Prince, de la prospection et de l'exploitation éventuelle du gaz de schiste, une source d'énergie dont on sait qu'elle pourrait polluer irrémédiablement, la nappe phréatique dans un pays qui manque souvent cruellement d'eau.

Rien de spectaculaire, ni de particulier ne sortira donc de la visite présidentielle, sous les auspices de la crise économique la plus grave que le monde ait eu à affronter depuis 1929, sinon à confirmer, une fois de plus, que la France reste une fidèle adepte de la Realpolitik. Et qu'elle soit de droite ou de gauche, elle affectionne de parler plutôt affaires que droits de l'homme !

Justice

Visite de Hollande au Maroc : 22 détenus français en grève de la faim

Publié le 01.04.2013 à 16h40 | Par Julie Chaudier

22 détenus français au Maroc, dont près de 7 sont d'origine marocaine, ont entamé, aujourd'hui, une grève de la faim, en amont de la visite de François Hollande, au Maroc, les 3 et 4 avril. Objectif : obtenir notamment leur transfert dans les prisons françaises.

Pourquoi la France s'est-elle mobilisée pour sortir Florence Cassez des prisons mexicaines et nous abandonne au Maroc ?, s'interrogent 22 ressortissants français, emprisonnés au Maroc, à l'approche de la visite de François Hollande au Maroc, les 3 et 4 avril.Mostafa Naïm, détenu Lyonnais d'origine marocaine est l'un d'eux. Il participe à la grève de la faim, à durée indéterminée, débutée aujourd'hui, lundi 1er avril, organisée par 22 détenus français au Maroc, dont un tiers a la double nationalité franco-marocaine, comme lui.

« Suite aux arrestations abusives dont nous avons été victimes, la majorité d'entre nous a été torturée. […] Face au silence coupable des autorités marocaines et à la frilosité de la France, nous voyons dans cette grève de la faim l'ultime chance de faire entendre notre désespoir lors de votre venu Mr Le Président », déclate le communiqué de presse des grévistes à l'adresse de François Hollande.

Torturé pendant 10 jours

Mustapha Naïm a été victime d'une arrestation hors de toute légalité : arrêté à Algésiras, en Espagne, pendant ses vacances, parce qu'il portait le même nom qu'une personne poursuivie au Maroc, il est embarqué par des hommes en civils qui le ramènent au Maroc, probablement à Temara, et le torturent pendant une dizaine de jour pour obtenir des aveux. Condamné à 5 ans de prison, en appel, pour association de malfaiteurs, il espère être transféré en France. « Il y a 6 mois je vous aurai dit que c'était imminent, mais il y a eu des blocages », indique son avocat, en France, François Heyraud.

Par leur grève de la faim, les 22 détenus Français demandent leur transfèrement rapide en France, et la révision des procès des détenus innocents. « La moitié d'entre eux reconnaît sa culpabilité, l'autre s'estime innocente, mais cela n'exclut pas, dans tous les cas, les tortures et les mauvaises conditions de détention », détaille la famille de Mustapha Naïm jointe par téléphone, en France, ce matin. Ils demandent également un réel soutien des autorités consulaires, l'intervention de la France pour les respects des accords bilatéraux et la poursuite en justice des auteurs des tortures.

Mobilisation de l'intérieur

Leurs revendications ont été formulées au terme de discussions entre Français. « Ils ont fait connaissance entre prisonniers et essayent de se mobiliser de l'intérieur », raconte la famille de Mustapha Naïm. Cette mobilisation et la médiatisation qui l'accompagne a pour objectif d'atteindre François Hollande lors de sa visite au Maroc. L'avocat de Mustapha Naïm espère qu'un journaliste interpellera le président de la république française à propos de cete grève de la faim.

La publicité faite autour des prisonniers français, les protège et les rend en même temps plus vulnérables. D'une part, il devient difficile pour l'administration marocaine d'agir sans que les médias soient au courant. D'autre part, elle est d'autant plus tentée de punir ceux qui la pointe du doigt. « Son transfert, en août, de la prison d'Oukacha, de Casablanca, à celle de Salé 2, près de Rabat, il la doit à son coup de gueule, quelques temps auparavant », explique la famille de Mustapha.